

Opinion

Un lecteur réagit sur l'article de Leadership Institute, intitulé 'Réfléchissons...' publié en date du 12 janvier 2011

En date du 12 janvier 2011, Leadership Institute a publié sur son site web un article intitulé '**Réfléchissons...**'. A travers cet article, il est fait une analyse globale de la situation politique, économique et sociale qui prévaut au Burundi. En plus, l'auteur essaie d'identifier les voies de solution pour résoudre les problèmes qui se posent, d'après son analyse.

L'article contient en soi plusieurs éléments très importants et intéressants sur lesquels tout lecteur peut donner son point de vue. D'une façon générale, la première partie de l'analyse est bien correcte et décrit la situation telle qu'elle est vécue au Burundi. **L'analyse cependant reste faible quand il s'agit de proposer des solutions.** Ceci est peut être dû au fait que la situation qui prévaut au Burundi est parfois assez complexe.

Nous nous sommes intéressés à quelques points que nous allons commenter brièvement.

1. Les limites de la démarche intellectuelle au Burundi.

La démarche intellectuelle face aux problèmes politiques qui se posent dans chaque pays, y compris notre mère patrie le Burundi, et dans n'importe quel système de gouvernance, en démocratie ou dans la dictature, est toujours nécessaire. Elle ne se limite pas seulement aux analyses intellectuelles. Elle peut englober toutes les activités de conférences publiques, les interventions dans les médias, les publications diverses, ainsi que bien d'autres activités positives issues des organisations et personnalités du monde intellectuel, destinées à améliorer ou changer la situation qui prévaut. Les pays européens se sont développés sur ces bases.

On est d'avis que la démarche intellectuelle a des effets limités sur un régime qui a comme orientation de privilégier la pression physique, la corruption, la manipulation de la masse paysanne, l'exclusion, l'emprisonnement, ainsi que d'autres maux connexes. Les effets ne peuvent être immédiats et amener les changements voulus que dans le cas où ces démarches sont nombreuses et bien appuyées, et qu'elles s'adressent à une population relativement réceptive.

Nous disons que la démarche intellectuelle doit continuer au Burundi, parce que toutes les autres actions, que ce soit celles des politiciens, des opposants, de la société civile ou des rebelles armés, si elles ne sont pas basées sur des analyses et activités intellectuelles, nationalistes, citoyennes, profondes et correctes, elles vont aboutir à coup sûr à des échecs au mieux, ou au pire, à des catastrophes.

Dans le cas du Burundi et bien dans d'autres pays, croire qu'il y'aurait une éventuelle révolution paysanne pour changer la situation actuelle serait une utopie. Pour que cela arrive, il faudrait que cette masse paysanne soit suffisamment sensibilisée par une

action intellectuelle en profondeur pour l'amener à ce niveau. Ce ne sont vraiment pas les nombreuses assemblées de prière organisées par l'Etat pour ces pauvres bougres qui vont l'amener sur cette voie. Au contraire, cela risque de les en éloigner, puisqu'on leur fait croire tout simplement que tout ce qui leur arrive c'est la volonté de Dieu. Ils sont tués et jetés dans les rivières ; ils meurent de faim parce que la production chute et que les prix des vivres augmentent ; ils sont interdits de circuler à moto ; ils entendent que des milliards et des milliards de francs ont été détournés dans des circuits mafieux par les responsables de l'Etat. La pauvreté et la misère les accablent ; etc...pour eux, c'est la volonté de Dieu ou d'Allah! Amen.

Ceci étant dit, nous n'avons rien contre une prière qui reste dans les limites tracées par la Constitution burundaise et les différentes règles de conduite des confessions religieuses agréées au Burundi. A Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César.

Sur ce chapitre donc, les intellectuels burundais sont tous interpellés à prendre conscience de la gravité de la situation. Ils doivent multiplier les interventions, les analyses, les conférences débats, les conférences publiques, ainsi que d'autres activités, dans les limites du possible. Cela pourra servir de carburant pour les autres acteurs politiques et sociaux qui veulent s'investir pour changer la situation au Burundi.

2. La période post électorale :

L'analyse de Leadership Institute est tout à fait correcte. L'opposition au Burundi aime insister sur le fait que la situation politique actuelle au Burundi n'est pas bonne parce que les élections communales ont été «fraudées», et partant tout le reste. Et qu'il faudrait donc que le vote soit repris pour qu'une solution satisfaisante soit trouvée. Cela est une simplification du problème. L'opposition burundaise doit savoir qu'ici en Europe, cette thèse n'attire pas tellement les Gouvernements européens.

Si les fraudes ont eu lieu pendant l'organisation du scrutin, c'est parce qu'il existait au préalable de grands fraudeurs. Ces fraudeurs ont été formés et entraînés surtout pendant toute la législature de 2005 à 2010. Toutes les nombreuses activités illicites, illégales qui ont été dénoncées régulièrement par l'opposition parlementaire à l'époque, la société civile et même des fois la communauté internationale, sans que cela ne s'arrête pour autant, n'avaient d'autre sens et de visées que la fraude massive au niveau de la Gouvernance et au niveau des éventuelles futures élections.

Les valeurs de démocratie et de bonne gouvernance ont été enterrées à cette époque. Si les gens n'ont pas la mémoire courte, qu'ils se rappellent seulement les cas de violations graves des droits de l'homme, de corruption, de malversations des deniers publics, de violation flagrante des lois dans toutes les Institutions, qui était le quotidien de cette époque, entre 2005 et 2010. Qui pourrait donc croire ou faire croire au burundais que cela allait changer pendant la période électorale de 2010 ? Qui peut croire que dans les conditions actuelles, tel que le pouvoir en place se comporte maintenant, si rien ne change, il pourra organiser des élections démocratiques, non fraudées, en 2015 ? Ca serait de l'utopie.

3. Y a-t-il démocratie au Burundi ?

L'analyse de Leadership Institute est globalement correcte à ce niveau. Il est très difficile d'affirmer l'existence de la démocratie au Burundi quand l'on constate que les plus grands indicateurs qui fondent une démocratie sont au rouge.

Certes la Constitution et les autres lois qui imposent la démocratie sont là et sont relativement bien élaborées. Mais elles sont massivement violées par les pouvoirs publics chaque jour sans que personne ne puisse les en empêcher. Les Institutions propres à un régime démocratique existent bel et bien. Mais leur nature conflictuelle de par les élections fraudées, ainsi que leur fonctionnement typique à celui d'un Parti unique suffisent à leur ôter le caractère démocratique, sans parler du grave manquement de défense des droits des citoyens quand ils sont dans le malheur. Des Institutions soit disant démocratiques qui ne défendent pas de façon sérieuse des citoyens qui ont été tués massivement et jetés dans des rivières, peuvent-elles être qualifiées réellement de démocratiques? Non évidemment. Elles sont autre chose, sauf démocratiques.

La situation semble être celle-ci : Les différentes négociations de paix qui ont eu lieu au Burundi ont abouti à des Accords et à une Constitution qui exigent un système démocratique au Burundi. Comme les règles de conduite instaurées par ces textes légaux sont quelque peu contraignantes, le pouvoir en place et son Parti d'origine ne veulent en aucun cas les appliquer. Tout en se réclamant de ces textes, tout en se réclamant qu'ils ont été élus par le peuple, ils préfèrent suivre d'autres règles non écrites dans la gestion quotidienne de l'Etat et la cité, en mettant en avant les moyens de violation de la loi, de fraudes, de corruption et de malversations, de violations des libertés publiques. Cette voie antidémocratique leur assure provisoirement le maintien de façon exclusive au pouvoir et bénéficier abusivement des intérêts matériels y relatifs, en affirmant haut et fort que c'est le peuple qui en a décidé.

Ce n'est donc pas la démocratie qui est recherchée par le pouvoir en place et ses alliés, mais bien seulement des intérêts matériels et ce de façon exclusive.

C'est dans la même orientation qu'il faut comprendre la participation de l'UPRONA dans les Institutions, des autres petits Partis alliés au CNDD FDD.

En effet, en acceptant de continuer dans les élections contestées de 2010 et d'entrer dans les Institutions, le Président de l'UPRONA a avancé à l'époque comme raison qu'il fallait absolument un Parti qui aille surveiller de près dans les Institutions pour corriger et donner des conseils là où il le faut, et ce malgré les irrégularités qui ont été constatées dans les élections.

Actuellement, le même Président de l'UPRONA affirme haut et fort dans les débats radiophoniques publiques, avec amertume, qu'il n'y a aucun Parti, y compris l'UPRONA, qui peut faire changer une quelconque décision du Parti au pouvoir dans les Institutions, le CNDD FDD, lorsque celle-ci a été décidée

d'avance dans les organes dirigeants du parti présidentiel. Ceci est bien entendu une réalité, parce que les preuves sont nombreuses. Que ce soit le 1^{er} Vice-président issu de l'UPRONA, Sinunguruza Thérance, que ce soit les quelques parlementaires qui siègent au Parlement, que ce soit les simples militants de l'UPRONA, tous sont conscients de cette triste réalité. Entre d'un côté le maintien de quelques positions utiles pour protéger et garder les intérêts matériels propres, et de l'autre côté la mémoire du Prince Rwagasore, l'honneur et la fierté des Badasigana, le choix est devenu très périlleux.

Les autres petits Partis alliés au CNDD FDD, ne se posent pas ce genre de question. Après avoir compris qu'ils ne pouvaient rien changer, ils ont opté définitivement pour la quête de quelques postes et intérêts auprès de leur chef, moyennant bons services rendus de destruction de leurs anciens Partis d'origine.

Les médias privés et la Société civile sont régulièrement assommées par diverses violations de la part du pouvoir. Mais, celui-ci leur laisse une petite marge de manœuvre pour deux raisons complémentaires. Avec cette petite marge, le pouvoir peut continuer à revendiquer, auprès de l'opinion internationale, que la liberté d'expression est totale au Burundi et que par conséquent, la démocratie est totale. Mais par ailleurs, la plupart des membres des médias et la société civile travaillent directement avec des sponsors de la Communauté internationale, ce qui n'est pas le cas pour les Partis politiques de l'opposition. Les attaquer revient à attaquer indirectement cette Communauté internationale, ce qui est assez dangereux. On sait très bien que les moyens mis en branle pour détruire l'opposition politique réelle comme les Partis constituants l'ADC-*IKIBIRI*, sont de loin plus importants que ceux mis en œuvre pour empêcher la société civile et les médias de fonctionner normalement.

Cependant, on est d'avis que la société civile et les médias ne pourraient pas changer grand-chose dans la situation actuelle au Burundi, s'il n'y a pas une opposition politique forte et responsable dans le pays.

Quid de la justice ? Peut-on espérer le salut de ce côté ? Dans le long conflit sociopolitique que le Burundi a connu, la justice burundaise a été complètement paralysée. La justice burundaise a toujours été partisane lorsqu'il s'agissait des conflits opposant les partis politiques, les ethnies ou les régions. Le problème s'est aggravé actuellement, puisque le parti au pouvoir renforce davantage ce comportement partisan. Un magistrat qui n'affiche pas ouvertement son appartenance ou son allégeance au Parti au pouvoir se voit directement menacé dans sa carrière. Beaucoup préfèrent donc essayer de sauver leur carrière que de penser à la justice. Ce comportement très dangereux pour le pays est actuellement aggravé par la corruption qui s'accroît davantage dans ce corps. Même si tu es un citoyen qui appartient au Parti au pouvoir, même si tu as raison, un magistrat issu de ton propre Parti n'hésitera pas à te sacrifier, s'il reçoit une bonne enveloppe de la part de ton adversaire dans un conflit social devant la justice. Le cas est très grave pour la Nation. Il n'est pas sûr que ce soit un problème d'indépendance de la magistrature. C'est beaucoup

plus un problème de mauvais comportement acquis, renforcé par l'environnement de corruption du système politique actuel.

Dans un contexte pareil, l'on pourrait parler de quelques traces ou de quelques balbutiements de la démocratie, le reste n'étant qu'un immense gâchis.

4. Les Voies de Sortie :

« Pour Leadership Institute, peu importe qui est au pouvoir aussi longtemps que les valeurs d'un Etat de Droit, de Justice, de Bonne Gouvernance et de Respect des Droits Humains de base sont respectées. Seul le jeu politique garanti par la démocratie pourra assurer à tous les burundais les mêmes chances sans discrimination ou exclusion ». citation.

Cette affirmation de Leadership Institute est correcte. Cependant, la suite du développement nous oriente beaucoup plus vers des interrogations qui ne contiennent pratiquement pas de véritables propositions de voies sortie.

ü Le CNDD- FDD :

Malgré les graves manquements visibles dans ce Parti, malgré l'apparent manque d'un leadership clairvoyant, nationaliste, citoyen et responsable dans le contexte actuel au sein de ceux qui sont mis en avant actuellement, l'on ne peut pas affirmer que des personnalités nationalistes n'existent pas au sein du CNDD FDD. Que ce soit dans les instances civiles, militaires ou policières, ces personnalités nationalistes et citoyennes provenant du CNDD FDD existent sûrement. Disons qu'actuellement les conditions sont telles qu'elles ne peuvent pas s'exprimer. Rien donc ne peut exclure une action interne, soutenue par des actions extérieures à ce Parti, pour apporter un changement positif au Burundi. Rien n'exclut à terme que le pouvoir CNDD FDD, l'opposition ADC- IKIBIRI, ainsi que les autres forces morales du pays, ne puissent se mettre ensemble pour trouver une porte de sortie. Il faut continuer à chercher les conditions et un environnement favorables à cela.

ü Les Partis Politiques de l'Opposition :

Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, la seule organisation politique qui est dans une opposition politique réelle actuellement au Burundi est la Coalition ADC- IKIBIRI, avec ses forces et ses faiblesses. On est aussi d'avis que le pouvoir en place actuel n'est pas ethnique, et que l'opposition n'est pas non plus ethnique.

Le thème du bien fondé de la présence ou non dans les Institutions des Partis de l'opposition, n'est pas nouveau. Il s'est posé avec acquiescement même au cours de la législature passée, les avis étant très partagés. Les uns estimaient que sa présence serait un contrepoids important à l'endroit des dérapages du pouvoir

CNDD-FDD, les autres estimant plutôt que c'était une légitimation dangereuse et inutile de ces dérapages. En effet, au cours de la législature passée, lorsque le pouvoir CNDD-FDD multipliait scandales et violations de la loi dans les Institutions, bien d'analystes politiques ont estimé que l'UPRONA et le Parti de NDADAYE Melchior auraient dû se retirer des Institutions.

Actuellement, les Partis constituant la coalition ADC-IKIBIRI, constatant que la situation était encore plus pourrie après les élections communales, ont pris la décision de ne pas participer à ces Institutions. Est-ce que ces Partis seraient plus utiles si elles y étaient présentes avec le sort et les places que leur avaient réservés les pratiques évoquées ci-haut du CNDD-FDD ? Tout laisse à penser qu'ils auraient été réduits au simple rôle de figurants, de se lamenter ou de se contenter des indemnités et se taire. En tout cas, constatant cette triste réalité, cette coalition a déjà fait le choix sans hésitation, un choix tout à fait contraire à celui de l'UPRONA. **Il serait donc illogique de condamner l'attitude de l'UPRONA et de demander à l'ADC-IKIBIRI de faire comme l'UPRONA.**

En tout état de cause, l'opposition politique sur laquelle l'on devrait se baser pour construire un éventuel changement au Burundi est en dehors des Institutions. **Contrairement à ce que dit le Leadership Institute, l'ADC-IKIBIRI a déjà présenté ses orientations sociopolitiques à travers les différents textes de base qu'elle a publiés.** La question de la volonté politique ou de la bonne foi ne peut être démontrée qu'en cours d'action. Si la coalition ADC-IKIBIRI est dotée de cadres politiques dépourvus de cette volonté politique, on ne pourrait pas évoluer. Par contre, si bien de forces intellectuelles, sociales et morales, se mettent à contribuer en ressources diverses envers l'ADC-IKIBIRI, surtout intellectuelles et humaines, il est évident que cette dernière deviendra une organisation nationale et citoyenne forte, à mesure de gérer le changement attendu. **En toute logique, il semble plus correct et plus facile de construire sur l'ADC-IKIBIRI qui accepte la démarche intellectuelle que sur le CNDD-FDD qui, pour le moment, la rejette.**

L'autre alternative est de créer une autre organisation politique forte, qui n'est ni le CNDD-FDD, ni l'ADC-IKIBIRI. Mais cela est une autre question, qui est de loin plus compliquée qu'on ne le croit. Il y'a même quelques opinions en Europe qui pensent qu'il faudrait laisser la situation complètement pourrir pour que le système disparaisse de lui-même comme un fruit pourri, sans considérer le côté extrêmement dangereux de cette hypothèse.

Evidemment que le CNDD-FDD s'oppose à toute démarche de l'ADC-IKIBIRI, y compris la démarche de dialogue, qui par essence, est intellectuelle. **Est-ce que ça veut dire, que puisque le CNDD-FDD s'y oppose, ça n'aboutira à rien ? Et que donc, il faut abandonner ? Abandonner pour mettre quoi en avant ? La Guerre ? Non évidemment pour multiples raisons.**

Si toutes les forces sociales et intellectuelles nationalistes, conscientes de la situation actuelle, envisagent réellement un changement substantiel dans le sens souhaité par beaucoup d'observateurs, **un soutien et un renforcement de**

l'ADC-IKIBIRI s'imposent de la part de ces forces. Sans quoi, il sera très difficile de trouver une alternative politique. L'on peut dire que le CNDD-FDD a compris cette réalité bien avant ces forces sociales et politiques, puisqu'il a déployé tout de suite tous les moyens nécessaires pour détruire la Coalition. Réussira-elle ? Peut être oui, peut être non, cela dépendra de plusieurs facteurs que le CNDD-FDD et la Coalition eux-mêmes ne contrôlent pas nécessairement. L'environnement géopolitique actuel du monde et de la sous-région réservent bien de surprises à chacun comme on l'a constaté dans le passé.

Ü La Communauté Internationale :

Leadership Institute a en grande partie raison pour dire que la Communauté Internationale pour le moment ne s'implique pas tellement pour sauver la démocratie au Burundi pour différentes raisons. Dans l'histoire récente du Burundi, on a constaté que la Communauté internationale au Burundi, en ce qui concerne le règlement des conflits, pouvait être identifiée en trois principaux groupes. 1^{er} groupe , L'ONU et l'Occident en général, 2^{eme} groupe; l'Union africaine et la sous-région, et enfin 3^{eme} groupe : les éminentes personnalités africaines que sont Mandela et Nyerere.

Pour régler le long conflit ethnique du Burundi, à travers les négociations de Paix d'Arusha et d'Afrique du Sud, il a fallu une implication personnelle et profonde de Nyerere et Mandela. Ils ont agi au nom de leurs pays et en leurs noms propres, au nom de l'ONU, ou de l'union africaine, parce qu'ils en avaient, la carrure, les pouvoirs et les capacités. Ils ont engagé leur amour propre, leur honneur, la confiance et le respect immenses dont ils bénéficient chez les protagonistes burundais et le monde entier, en utilisant les ressources matérielles de ces pays et organisations qui les ont mandatés, et ils ont en grande partie réussi.

Actuellement comme ces personnalités sont hors circuit, et que manifestement il n'y a personne d'autre de même carrure qui semble se manifester sur le continent ou dans la sous-région, il sera difficile de suivre la même voie pour résoudre le conflit politique au Burundi.

Ici en Europe, l'ONU et l'Occident sont enfoncés dans de graves conflits plus proches de leurs intérêts directs sur le continent, en Asie et en Amérique, et concentrent beaucoup plus leurs forces de ce côté. L'intérêt stratégique du Burundi pour l'ONU et l'Occident semble se réduire seulement à un tremplin, un passage, ou un point de chute, pour toutes les puissantes organisations qui veulent contrôler et exploiter les richesses de l'Est de la RDC. Le Burundi constitue aussi un maillon dans le schéma des USA de lutte contre les terroristes islamistes Al-Qaida, Al-Shabab et bien d'autres.

Aussi longtemps que le pouvoir CNDD-FDD sera capable de leur accorder ces avantages, par des voies souvent mafieuses comme on le sait très bien, aussi longtemps que NKURUNZIZA sera en mesure d'envoyer des soldats burundais en

Somalie pour se faire tuer en défendant les intérêts stratégiques des américains et de l'Occident, ils n'engageront aucune action sérieuse au Burundi pour la restauration de la démocratie. Ils sont bien au courant de toutes les violations qui sont dénoncées régulièrement par l'opposition et la Société civile. Ils sont bien au courant des dessous de l'assassinat d'Ernest Manirumva. Ils étaient bien au courant des différentes violations qui ont eu lieu entre 2005 et 2010, mais ils n'ont pas levé le petit doigt.

Ils continueront à déclarer du bout des lèvres qu'ils condamnent, qu'ils demandent le dialogue, ils prononceront même des menaces, mais ne prendront jamais de mesures coercitives sérieuses comme le gel des appuis budgétaires, tant que leur principal intérêt stratégique est sauvegardé. Il n'y a ni honneur, ni amour propre, à défendre de ce côté. Quelques centaines ou milliers de burundais qui meurent de faim et de misère, ou tués par des « bandits armés », ou par d'autres nombreuses formes de violences que nous connaissons au Burundi, ce n'est pas très grave pour l'occident. Ce qui est plus grave pour eux, c'est quand un anonyme humanitaire belge, américain ou français, est tué à Ruyigi ou à Bujumbura.

Quant à l'Union africaine et la sous-région, c'est encore plus piteux. Ils ont suffisamment à faire en Cote d'Ivoire, en Somali, au Soudan et ailleurs, pour pouvoir se concentrer sérieusement sur le Burundi. Les pays de l'East Africa, la Tanzanie, l'Uganda, le Kenya et le Rwanda, connaissent eux-mêmes des conflits politiques internes qui s'accroissent davantage comme cela vient de se passer en Tanzanie où il y'a eu des morts. Bien conscients de leurs faiblesses respectives, les pouvoirs en place dans la sous-région ont adopté un seul mot d'ordre. Fermons les yeux sur ce qui se passe chez le voisin et soutenons-nous, sinon, nous risquons d'avoir de sérieux problèmes. La règle semble être respectée jusqu'à présent. Est-ce qu'elle le sera pendant longtemps ?

En tout état de cause, une solution qui viendrait de la Communauté Internationale pour régler le conflit politique burundais et restaurer la démocratie semble encore être éloignée.

Ü **La Reprise de la guerre ou le début d'une nouvelle rébellion :**

L'analyse et les conseils de Leadership Institute sur ce sujet sont judicieux. Malheureusement, ils tombent dans les oreilles de sourds.

L'environnement d'une masse paysanne qui s'appauvrit au jour le jour, mendicante, affamée, violée, frustrée, dont le seul encadrement citoyen est « Bacemwo » ainsi que les nombreuses croisades de prières, cet environnement là est explosif et propice à toute éventualité.

Dans cet environnement que le pouvoir en place propose au peuple burundais, il y a de forts risques que la masse soit attentive à ceux qui proposent la voie de la guerre. Une guerre ou une rébellion qui n'a pas de fondements idéologiques

nationaux et des leaders nationaux bien connus peut s'acheminer facilement vers un chaos sociopolitique comme en Somalie.

Si on a plus de chances, la masse peut réagir comme c'est le cas pour la Tunisie, où elle a adoptée la voie de la révolte totale jusqu'à ce que le pouvoir soit obligé de se remettre en cause. Que se passera-t-il au Burundi si les prix des denrées de base, du pétrole, du pain, des haricots, du sel, des patates, de la houe, des semences, des engrais, des assurances, du prix du ticket du bus, de la bouteille de primus, continuent à grimper de façon vertigineuse, si l'Etat ne parvient plus à payer convenablement les salaires, si le chaumage chez les instruits et non instruits continue à s'aggraver, si le chaos s'installe dans les transports, la santé et ailleurs, comme la tendance actuelle le montre. En tout cas, ce ne sont pas les quelques plantations d'avocatiers et d'ananas qui ont été installées par le Président du Burundi à des coûts exorbitants avec les frais de l'Etat qui vont résoudre le problème.

En Tunisie comme au Burundi, les pouvoirs respectifs continuaient à clamer que tout va très bien. Et même la masse frustrée semblait être d'accord pendant quelques temps. Cette masse en a eu assez un jour et le Président de la Tunisie s'est enfui, en laissant quelques morts derrière, un pays au bord du gouffre et un pouvoir transitaire pour réorganiser le pays. Cette voie peut s'imposer d'elle-même au Burundi, les mêmes causes produisant les mêmes effets.

Leadership conclut en disant : « La guerre peut encore être évitée si tous les partenaires nationaux et internationaux reconnaissent ce qui suit :

- **La Démocratie est en danger au Burundi ;**
- **Il faut arrêter la dérive dictatoriale du CNDD- FDD ;**
- **Il faut refonder les principes d'un Etat de Droit au Burundi ;**
- **La Nécessaire Séparation des Pouvoirs est la seule garantie de la démocratie;**
- **On ne peut permettre au CNDD FDD d'hypothéquer la Démocratie sous prétexte d'avoir été ELU ;**
- **Tous les acteurs politiques, la société civile ou la communauté internationale portent la responsabilité de l'échec de la consolidation de la paix et de la démocratie : il appartient à tous de participer aux efforts d'établissement d'un Etat de Droit.**

Leadership Institute a raison de dire que la guerre peut être évitée. Les solutions extrêmes comme la guerre et les révoltes violentes sont toujours porteuses de destructions majeures, humaines et matérielles, difficiles voire impossible à réparer. Cependant, ces situations peuvent s'imposer d'elles mêmes sans que le commun des citoyens l'aient souhaité. Il suffit que les facteurs environnementaux sociaux, économiques et politiques favorables soient réunis pour que ces solutions extrêmes apparaissent.

La démocratie et le pays sont en danger effectivement. Cependant, tout espoir n'est pas perdu. Il y'a plusieurs facteurs qui peuvent contribuer à une voie de sortie honorable pour le pays :

§ La remise en cause interne du leadership du parti présidentiel. Se rendant compte des réalités actuelles et de la gravité de la situation, le Parti présidentiel peut, par des forces intérieures positives qui existent effectivement, exiger à ses leaders avec des pressions diverses, un changement dans le système de gouvernance du pays.

§ Malgré les nombreux obstacles que met le pouvoir sur le chemin de l'opposition politique, celle peut se renforcer par des actions et appuis multiformes, afin que la masse paysanne et les autres forces sociales puissent entendre une autre voix que celle du Parti présidentiel uniquement. Aussi longtemps que le pouvoir en place n'aura pas en face un interlocuteur suffisamment contraignant, il ne s'engagera pas sur la voie du dialogue.

§ La classe intellectuelle peut aussi se renforcer et multiplier les actions d'éclairage et de sensibilisation de tous les acteurs sociopolitiques, y compris le pouvoir en place et l'opposition, afin de les amener à converger progressivement vers une voie d'entente.

§ La société civile peut aussi se renforcer et appuyer la démarche intellectuelle, par des actions diverses d'éclairage de l'opinion tant intellectuelle que non instruite. Elle est aussi à mesure de sensibiliser la Communauté internationale sur le bien fondé de soutenir la démocratie au Burundi, malgré les réticences de cette dernière.

§ L'action des confessions religieuses : Le Burundi est un pays dans lequel la majorité écrasante de la population, instruite ou non instruite, la classe politique au pouvoir ou pas, sont tous actifs dans d'importantes confessions religieuses comme le Christianisme et l'Islam. C'est un atout majeur pour le pays, parce que les valeurs qui y sont véhiculées sont positives. Malgré les divisions manifestes au sein du leadership de ces confessions lorsque des conflits politiques apparaissent au Burundi, ces leaders doivent continuer à rechercher l'union et la cohésion entre eux, sur les actions à mener envers les acteurs sociopolitiques du pays pour soutenir les autres efforts visant le changement.

§ Que peut-on attendre de la Communauté internationale ? Très peu, mais pas rien. Malgré tous les organes de prévention des conflits qui ont été mis en place dans les organisations internationales, force est de constater que les conflits ouverts continuent à éclater surtout dans les pays africains et arabes. La communauté internationale aime jouer le rôle de sapeurs pompiers quand le feu s'est déjà déclaré que celui de prévention.

Beaucoup d'observateurs internationaux indépendants ont déjà indiqué les pays à risque en Afrique, dont le Burundi. Bien d'observateurs nationaux et internationaux ont maintes fois demandé qu'une action forte soit menée par la communauté internationale au Burundi dans le sens de la prévention. Elle reste jusqu'à ce jour insensible. Tout en connaissant bien la réalité qui est en face, elle affirme même des fois, de façon candide et faussement naïve, que c'est l'opposition politique qui n'a pas voulu continuer les élections qui a tort. Intérêts stratégiques et diplomatiques obligent. La Communauté internationale agira dans le sens de la démocratie quand les acteurs nationaux leur montreront le chemin.

En conclusion

L'on peut croire cependant que si tous les acteurs politiques et sociopolitiques cités ci-haut, y compris le pouvoir en place, combinent leurs efforts dans le sens indiqué, le pays pourrait s'en sortir avec honneur et grands succès pour tout le monde. Au stade où on en est, Il n'y a aucun acteur isolé, pouvoir en place ou opposition, société civile ou communauté internationale, qui peut prétendre trouver seul une solution pour le Burundi, parce que la dégradation est très avancée. **Pour cela, la démarche intellectuelle et du dialogue doit absolument continuer pour supplanter la démarche de la force et de la violence.**

Nivyukuri Camille
Email : nivyukuricamille@yahoo.fr
Bruxelles-Belgique